Peuple et Culture

mensuel juin 2020 - n° 161

Corrèze

‘’Assignée à résistance’’ - rue Voltaire, Lille © Miss Tic ADAGP 2018

rendez-vous

En juin, reprise des ateliers

Ateliers arts plastiques
avec David Molteau tous les lundis de 18h à 20h
et avec Pascale Guérin tous les mercredis de 14h à 16 h

Atelier d’écriture avec Fabienne Yvert, (qui ne s’est jamais interrompu en ligne pendant toute la durée du confinement)
tous les mardis de 18h30 à 20h30

9 juin

Et tous les jours et semaines qui suivent, aller s’asseoir sur un banc, sous les arbres dans la forêt du souvenir, située près des Jardins ouvriers à Bourbacoup dans le quartier de l’Auzelou

édito

Rarement l’arbitrage entre l’économie et la vie n’a été dévoilé de manière aussi précise et tragique : soin contre efficacité, désir de vivre contre impératif de croissance, réappropriation des communs contre accaparement privé, ralentissement contre optimisation.

Quentin Hardy, Philosophe et coanimateur de la revue Terrestre

9 juin 44

Une forêt pour se souvenir

Cette année, pour la première fois depuis les crimes perpétrés par la Division Das Reich, la commémoration dans sa forme rituelle de marche jusqu'au Haut-Lieu de Cueille ne pourra pas avoir lieu. A Peuple et Culture nous avons cherché une forme permettant ce jour-là et les jours et semaines après de se souvenir. Dans la forêt du 9 Juin près des jardins ouvriers de Bourbacoup, sur une idée de Fabienne Yvert, artiste en résidence, nous allons construire des bancs pour s'asseoir un moment, penser à eux, parler d'eux, se recueillir…

Pour rappel, en 1994, pour le 50ème anniversaire du 9 juin 44, outre l'affiche de Ramon qui donnait pour la première fois visage aux hommes pendus et déportés, le film *La mémoire des vivants* et l'exposition *In Memoriam* (rassemblant des œuvres de Henri Cueco, José Balmes, Gracia Barrios et Georges Rousse), Peuple et Culture reprenant une suggestion de Cueco fut à l'initiative de la plantation d'arbres pour se souvenir. C'est Patrick Teyssandier, appuyé par la municipalité de Jean Combasteil, qui conduisit la réalisation de cette plantation avec le Conseil municipal des enfants, les services techniques de la Ville de Tulle et des familles de victimes, dans un terrain municipal au milieu des jardins ouvriers de Bourbacoup dans le quartier de l'Auzelou.

Aujourd'hui ces arbres sont devenus une belle forêt propice à une possibilité de transmission à de jeunes générations ; c'est ainsi que les deux dernières années Peuple et Culture, des familles, des témoins y ont accueilli des enfants grâce à la complicité de leurs enseignants.

Devoir d'histoire…

Ainsi s'intitulait un texte de l'anthropologue Véronique Nahoum Grappe à la fin du « Livre blanc » (édité en 2004 pour le 60ème anniversaire du 9 Juin 44 à partir des photographies des victimes recueillies auprès des familles par Patrick Teyssandier), texte que nous reproduisons çi-dessous avant l'entretien réalisé il y a quelques jours avec elle par Serge Hulpusch.

« En France, le nom d'Oradour-sur-Glane est familier même à ceux qui ne savent pas exactement ce qui s'est passé. A la Libération, Oradour est devenue d'emblée un symbole de la barbarie nazie et a suscité un travail d'histoire et de mémoire, des articles, des ouvrages, un musée qui deviendra plus tard centre de la mémoire. Oradour est dans les manuels scolaires. Tulle a échappé à la mémoire nationale. Pourquoi ? Peut-être est-ce dû au fait que les Tullistes ont assisté au martyr des leurs après un processus de tri. Je crois qu'il n'y a rien de plus avillissant que de trier les futures victimes devant leurs proches, de sélectionner ceux qui resteront en leur laissant la culpabilité inconsciente d'avoir pris la vie d'un autre. Peut-être faut-il aussi prendre en compte la différence de statut plus ou moins consciente entre la mort par le feu, quasi sacrificielle et «purificatrice» et celle par pendaison, souvent perçue comme infamante et «basse» dans de nombreuses civilisations dont la nôtre. Il est troublant de constater que le poids du silence peut envahir tout l'espace de communication collective : silence dans les familles, silence sur la place publique, silence dans tout le pays… Les nouvelles générations ne savent rien, mais parfois elles sentent peser quelque chose…

Dans les années 90, Peuple et Culture décide de prendre contact avec les familles des victimes. Jusqu'alors, seule la commémoration annuelle rappelle ces événements tragiques sur lesquels ont pesé pendant des années une chape de silence, de non-dits et de souffrances tues.
La cérémonie, le rituel, peuvent commémorer sans convoquer la mémoire, paradoxalement : on peut ainsi pendant quarante ans évoquer en fanfare et drapeau, le souvenir d'une période historique douloureuse et en effacer en même temps l'histoire réelle ! La commémoration ritualisée peut alors en se répétant, enterrer de plus en plus profondément son propre objet. Il faut revenir aux témoignages enfouis, aux souffrances réelles, aux faits avérés et précis : il faut accepter le miroir difficile de ces faits et ainsi exhumer les «cadavres dans les placards» (qui eux aussi doivent être enterrés normalement !), les culpabilités diffuses qui sont des ferments de désespoir secrets et de haines détournées, matrice d'une vie politique pétrie de faussetés et de ressentiments.

Un tel travail a seulement été ébauché à Tulle et il serait indispensable de le continuer.
Qu'est-ce que le devoir d'histoire ? C'est donner sa place à la version des victimes en recueillant leurs témoignages, leur parole. A partir de là, un travail d'historien consiste à rassembler un faisceau de faits, dégager une logique historique des choses inscrites dans le respect de la parole des survivants. Il y a eu crime ici et ça a fracturé la vie de bien des gens, il faut en faire l'histoire très sérieusement. D'autant plus sérieusement, justement documentée, sans idéologie, sans a priori, c'est ce qui fait que la victime survivante peut être enfin délivrée. Lorsque le silence est aussi inscrit dans le rapport à soi-même et que la force du déni a envahi tout le champ de la conscience, entendre ou lire le récit des faits peut avoir une valeur de réconciliation avec la vie, après un moment de crise intense et d'émotion terrible. A quoi sert le souvenir de ces morts s'il n'implique pas un devoir de présence à ce qu'il aurait fallu et ce qu'il faudrait faire si on voulait vraiment lutter contre ce qui les a tués ? Dénoncer, dénoncer, à défaut de résister… Plutôt que le recueillement et la commisération, ne faut-il pas privilégier la réflexion sur la présence du passé, dénoncer les ressemblances du présent, dévoiler la permanence de l'horreur pour mieux prévenir son renouvellement ?

Car qu'il s'agisse du Rwanda, de l'Algérie, de l'ex-Yougoslavie, du Soudan, du Congo Brazaville, de la Tchétchénie ou de la barbarie nazie, l'histoire répète de terribles crimes contre l'humanité : être fidèle aux pendus de Tulle, c'est, en acceptant leur histoire sans trou ni blanc, réagir et agir contre les pouvoirs assassins qui les ont massacrés et continuent sous des formes différentes à massacrer. La vraise mémoire des victimes du nazisme, c'est la résistance à tout ce qui peut lui ressembler de près ou de loin ».

Extraits de l'intervention « Violence d'Etat » de Véronique Nahoum-Grappe, Tulle le 9 juin 2001

Entretien avec Serge Hulpusch

On emploie depuis des décennies l'expression "devoir de mémoire" pour signifier qu'il y a des événements tragiques (des guerres mondiales, la Shoah), des histoires collectives au niveau local, national, international qu'il ne faut pas oublier sous peine qu'elles ne se reproduisent. Cette expression est une sorte de mot-valise qui englobe aussi bien des notions d'apprentissage au plan scolaire, tel un devoir d'école et des devoirs qu'on oppose souvent aux droits quand on parle de citoyenneté, de civisme. Est-ce une notion encore opérante en terme de transmission de savoirs, d'émotions ? Vous préférez parler de "devoir d'histoire". Quelles différences fondamentales cela implique pour vous ?

On oppose la mémoire vivante au cœur d'une personne, au sein d'une famille, au centre d'une communauté, groupe social, nation etc… à l'histoire scientifique froide des faits: pouvoir établir l'histoire la plus objective possible et la plus rigoureuse qui soit de ce qui s'est passé, c'est cela qui est un devoir au sein des démocraties: les régimes totalitaires qui veulent dominer l'espace social et géographique, veulent aussi refaire le temps, dévorer l'avenir « pour l'éternité » de leur domination absolue, et réécrire le passé qui ne convient pas à leur ligne idéologique…
Le faux alors permet la construction d'un ennemi collectif sur la base du mensonge politique construit officiellement, et la part d'injustice politique liée à l'occultation de leurs crimes (double peine pour les victimes survivantes), et celle de production de souffrances humaines liée aux effets du mensonge politique (qui pose l'impunité des criminels politiques puissants comme impossible à penser), s'accroit d'autant dans ces régimes en partie ou totalement dictatoriaux.
Les mémoires vives, liées aux récits collectifs parfois intimes ou très localisées peuvent être bien sûr biaisées, reconstruites, reconfigurées en fonction du locuteur et des subjectivités en jeu, mais elles ne sont pas un « devoir » : elles sont une des manières (la plus nécessaire peut-être) de construire la confiance en une forme stable et fiable de la réalité vécue au travers des générations : ceci est arrivé, mon grand père en fut témoin…
Ces mémoires doivent être confrontées aux récits des historiens fiables, qui eux ont le devoir de tendre vers l'établissement solide des faits. Mais elles ne sont pas un « devoir » mais un fait social culturel majeur, nécessaire à la construction d'une identité cohérente.

On a vu fleurir également le concept socio-économique de "tourisme mémoriel" comme si ces deux pratiques, activités associées, pouvaient s'entremêler de manière évidente. Il y a quelques années, l'affaire des "selfies" pris lors de visites du camp d'Auschwitz en a révélé les limites ou accentué les dérives, celles d'une société de la consommation où son image compte plus que l'espace (muséal, paysager, architectural, historique etc.) dans lequel l'individu s'inscrit.
Que pensez-vous de ce phénomène de masse "a-critique" narcissique ?

Vous me demandez de juger alors que je préfère décrire : le tourisme est toujours mémoriel lorsqu'il prend comme but et cible un monument défini comme historique, une pyramide, un musée, un site, une statue… On constate avec l'installation et l'importance économique croissante au XX^{e} siècle des grandes vacances, somme espace/temps libéré où est né le tourisme de masse, des formes diverses de l'usage de ces temps libérés : parfois libertaires et anarchiques, plus ou moins solitaires et non balisées, des pratiques inventives liées à la mémoire du groupe se mettent en place. Les grandes vacances ne sont pas liées à la vacance des grandes valeurs, bien au contraire. Mais lorsque le marché s'empare de ces mobilités choisies, ou bien quand il veut pour les rentabiliser en organiser le sens, le but et les formes, quelque chose est perdu de la créativité et de la liberté populaire, même de masse. Mais je pense que chacun peut subvertir les codes et que même en voyage organisé l.e.a voyageu.r.se qui se retrouve aux pieds des pyramides peut construire son voyage intérieur bouleversant.
Dans le camp de concentration, en face du charnier au Rwanda, dans les salles du musée brésilien de l'esclavage, faire une photo de soi semble étrange… en général ce sont des conduites de rejet liées au fait que tout a été artificiel dans le voyage mémoriel organisé obligé : l'adolescent en rupture va faire le pitre dans le cimetière, ou des selfies sous la guillotine, cela prouve surtout son refus de se donner, de baisser les défenses, de se livrer à l'émotion attendue lors de la visite trop bien organisée. Bien sûr manger des glaces et se photographier en face du crematorium de Birkenau relève soit d'une méconnaissance/ incompréhension totale des faits (enfant trop jeune, posture autiste) soit d'une position politique révisionniste…
D'autre part, faire des selfies sous les monuments consiste à vouloir s'inscrire dans un écran, dans une société où la forme écran du réel domine.

La pandémie du coronavirus bouleverse l'ordre mondial depuis des semaines. Cette année, les traditionnelles cérémonies comme celles du 8 mai 1945 ont été honorées à minima.
Qu'est-ce que l'anthropologie nous apprend des rites de commémoration à travers l'histoire de l'humanité ? Est-ce un fait récent ou bien un phénomène qui accompagne l'humanité dans sa quête de l'altérité, du fait "religieux" ?

Le choix culturel d'investir l'histoire collective de telle forme de commémoration codée et officielle est toujours politique : il y a de nombreux groupes culturels non occidentaux qui n'ont pas choisi tel ou tel événement du passé comme forme de construction de leur présent ; mais ce serait trop long de revenir sur ce point. Les pouvoirs centralisés, églises, nations tendent à organiser les manières de vivre collectives autour de grands moments ritualisés le plus souvent en mémoire de tel ou tel figure ou événement du passé reconstruit en récit commun, celui qui, dans notre société, tente d'unir mémoires et histoire…
Le confinement obligé du Covid n'a changé que les formes, pas du tout le fond, au contraire : dès que c'est possible les commémorations officielles reprendront leurs habitudes codifiées. Ce qui se rencontre dans de nombreuses sociétés sédentaires au plan anthropologique, c'est la construction oraleouécrited'unemémoirecommunegénéalogiquequitendàposerleplusloitainancêtrecommun comme né de façon autochtone sur la terre occupée par le groupe, définie comme « la nôtre », « notre terre » où sont enterrés les ancêtres. Les racines de l'arbre de la filiation poussent en haut vers le passé et ces « souches communes » deviennent la preuve de l'autochtonie… et donc de la légitimité bgà occuper cet espace « à soi » et à en chasser les intrus.

A Tulle, les cérémonies du 9 juin 1944 ne vont pas pouvoir se tenir "normalement" comme à son habitude avec des rassemblements et un défilé de la population tulliste marchant coude à coude jusqu'au Haut-Lieu de Cueille pour un recueillement collectif, sans prise de paroles, en dehors de l'énumération des noms des Martyrs. Dans la forêt du souvenir du 9 juin à Bourbacoup, un bloc de granit destiné à devenir une stèle est aujourd'hui recouvert de lierre. Un lieu vierge sur lequel on pourrait construire, imaginer un futur…
Comment réinventer la forme de ces rendez-vous pour qu'ils aient un sens, une portée individuelle et collective efficiente ?

Tulle est la cité du combat pour le lien de tension entre histoire et mémoires. Il me semble logique qu'elle soit aussi le lieu de l'invention de rituels forts et sobres, de ceux qui font même vibrer les adolescents en rupture et les fanatiques des selfies…

Création du conseil national de la nouvelle résistance

Brecht le disait clairement : "ceux qui se battent peuvent perdre, ceux qui ne se battent pas ont déjà perdu". Pour mener le combat du jour d'après, nous avons sus-cité la création d'un Conseil National de la Nouvelle Résistance (CNNR) en nous plaçant sous la tutelle de l'histoire, des luttes sociales et écologiques contemporaines. Notre ambition est d'offrir un point de ralliement à toutes celles et ceux, (individus, collectifs, mouvements, partis ou syndicats) qui pensent que « les Jours heureux » ne sont pas une formule vide de sens mais le véritable horizon d'un programme politique.
En dehors des partis et des syndicats (mais pas contre eux) les personnes qui composent ce nouveau conseil ont pour légitimité leurs travaux, leur expérience, leur engagement contre les ravages du néo-libéralisme dont nous payons aujourd'hui la terrible addition.
Dans un premier temps, il s'agit d'énoncer les principes selon lesquels notre société devra désormais être gouvernée et de sommer les responsables politiques de prendre des engagements vis-à-vis d'eux. Le résultat des premiers travaux du CNNR sera publié le 27 mai, journée nationale de la Résistance.
Dans un deuxième temps, à partir de ces principes, il s'agira de nourrir le plus largement possible ce programme des idées et des propositions de chacun afin qu'il soit opérationnel au plus vite. Face à l'incompétence de ce gouvernement, à la tentation chaque jour plus grande de l'autoritarisme, à la mise en oeuvre d'une stratégie du choc, l'urgence commande d'agir.

Le premier Conseil National de la Nouvelle Résistance (CNNR) est composé de 10 femmes et de 10 hommes :

Anne Beaumanoir (co-présidente d'honneur), Juste et résistante
Claude Alphandéry, (co-président d'honneur), résistant

Dominique Méda, professeure de sociologie
Dominique Bourg, philosophe, professeur honoraire à l'Université de Lausanne
Samuel Churin, comédien (coordination des intermittents et des précaires)
Danièle Linhart, sociologue du travail
Sabrina Ali Benali, médecin et militante
Pablo Servigne, auteur et conférencier spécialiste des questions de transition écologique
Olivier Favereau, professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris Nanterre
Yannick Kergoat, monteur-réalisateur
Jean-Marie Harribey, économiste, maître de conférence, membre des Économistes atterrés
Anne Eydoux, maîtresse de conférence au Cnam, membre des Économistes atterrés
Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Pauline Londeix, ex vice-présidente d'Act Up-Paris, co-fondatrice de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament
Antoine Comte, avocat à Paris
Véronique Decker, enseignante et directrice d'école, syndicaliste et militante pédagogique
Fatima Ouassak, politologue, porte-parole du syndicat Front de Mères
Anne-Claire Rafflegeau, infirmière et porte-parole du collectif inter-urgences
Clotilde Bato, présidente de Notre Affaire à Tous, déléguée générale chez SOL Al-ternatives Agroécologiques et solidaires
Benoît Piédallu, membre de La Quadrature du Net

Secrétariat :
Gérard Mordillat (cinéaste, romancier), Gilles Perret (réalisateur, co-fondateur de Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui), Denis Robert (journaliste, écrivain), Florent Massot (éditeur), Katell Gouëllo (Le Média TV), Bertrand Rothé (agrégé d'économie, professeur d'université).
Contact@cnnr.fr Twitter : https://twitter.com/CNNR07360210
Facebook: https://www.facebook.com/ConseilNationalDeLaNouvelleResistance

Peuple et Culture Corrèze - 36 avenue Alsace Lorraine - 19000 Tulle ; tél : 05 55 26 32 25
peupleetculture19@gmail.com - http://peupleetculture.fr

Peuple et Culture Corrèze n°161 tiré à 1000 exemplaires
Directrice de la publication : Manée Teyssandier
Imprimé par Peuple et Culture Corrèze - 19000 Tulle - Issn : 1769-4531
La Région Nouvelle Aquitaine participe à l'activité cinéma documentaire
et relais artothèque du Limousin de Peuple et Culture (dispositif "Emplois associatifs").

Pour résister à la pandémie comme au temps des maquis,

par Claude Alphandéry
(Ancien président du Comité Départemental de Libération de la Drôme)

A 97 ans, Claude Alphandéry nous dit comment ce qu'il a appris pendant la guerre peut être utile pour penser l'après pandémie.

Au printemps 1943, trois ans après l'invasion de la France et la capitulation vichyste, les Alliés remportaient certes d'éclatantes victoires ; dans notre pays, des résistants s'élevaient contre l'envahisseur ; mais les forces nazies restaient redoutables. Une oppression féroce nous terrassait telle un virus étouffant. Et pourtant, quelques mois plus tard, à l'automne 1943, bien avant le débarquement libérateur, nous recommencions à vivre, à retrouver notre souffle, grâce aux armées alliées bien sûr, par nous-mêmes surtout. Parce que le peuple asservi de ce pays meurtri prenait depuis ses maquis un élan irrésistible pour briser ses chaînes et dans le même mouvement construire un monde nouveau pour l'après-guerre.
Je voudrais comparer ces jours de guerre à notre époque, tirer du retournement inouï qui nous a dégagés de l'asservissement et projetés vers l'avenir un enseignement qui nous aide à sortir de l'oppression physique et morale ressentie sous la pandémie, et simultanément à trouver les voies nouvelles d'un avenir respectueux du vivant. Comparaison peut-être hasardeuse, mais que je vis intensément.
Nous ne sommes pas, à proprement parler, dans une guerre contre un ennemi violent, barbare, visible, déclaré. Nous avons à nous défendre contre les effets invisibles (le virus) ou plus ou moins éloignés (le désastre écologique) ou sournois (les manipulations financières ou numériques) de crises économique, écologique, financière, sociale et aujourd'hui sanitaire entremêlées, que nos propres dirigeants dans leur obsession du profit financier ont engendrées. Mais, dans l'une et l'autre circonstance, nous avons à apprendre des années de Résistance comment l'état le plus sombre s'est transformé en un élan extraordinaire qui nous a conduit à la Libération.

Montée de la Résistance

Cet élan ne s'est pas produit dès 1940 ; la Résistance ne touchait alors qu'une faible partie de la population. En 1943, lorsque Jean Moulin m'a confié la direction des mouvements de résistance de la Drôme, ils se déchiraient entre communistes et gaullistes, entre catholiques et protestants, etc. J'avais pour mission de les unir dans un comité départemental et d'organiser l'action commune.
Dès l'automne, dans la Drôme comme d'ailleurs dans les départements voisins, un comité départemental et quinze comités locaux de libération rassemblaient tous les mouvements ; leur entente qui galvanisait les énergies n'était pas sans rapport avec l'heureux déroulement extérieur de la guerre, elle tenait surtout au développement massif des maquis sous le coup du STO (Service de Travail Obligatoire en Allemagne), qui forçait des centaines de milliers de travailleurs à se cacher. L'organisation des maquis pour les accueillir, assurer leur ravitaillement, leur sécurisation devenait une tâche majeure et délicate et pour la réaliser, l'union de tous les résistants s'avérait nécessaire. Elle fut puissante jusqu'à la Libération.

Quant aux maquisards, la plupart n'étaient pas jusque-là des résistants actifs (de même que la masse des Français de maintenant ne sont pas au premier abord des citoyens militants) ; dépaysés, désoeuvrés pour la première fois, ils avaient, entre quelques coups de main contre l'ennemi, du temps pour réfléchir, pour échanger entre eux. C'était un peu comme le confinement, mais sans isolement physique. Ils avaient au contraire l'occasion de rencontres inhabituelles, ils apprenaient peu à peu à débattre.
J'avais fait appel pour les y aider aux dissidents de l'école d'Uriage qui pratiquaient dans le Vercors des méthodes innovantes de débat. Ils m'avaient délégué Simon Nora, futur conseiller de Mendès France, pour animer de formidables discussions sur la démocratie : quelles étaient les faiblesses, les errements de la IIIème République? Pourquoi le Front populaire, après des avancées prometteuses, avait-il échoué ? Comment donner à tous accès à l'éducation, aux soins, etc. ?

Certains maquis devenaient ainsi des sortes de clubs de citoyens, où se forgeait l'opinion que les objectifs de la Résistance n'étaient pas seulement militaires, mais aussi civiques et politiques. Et je puis assurer que les débats de ces réfractaires sans grade, de ces réfuzniks ont eu une réelle influence sur les têtes pensantes du Conseil National de la Résistance. Celle-ci s'est poursuivie pendant les Trente glorieuses; de grands artisans d'un New Deal économique tels que François Bloch-Lainé, Paul Delouvrier, Pierre Laroque, Simon Nora ont fait leurs armes dans les maquis. La Résistance n'a pas fondé un parti, mais son souffle a inspiré pendant trente ans les syndicats, les associations, les entreprises à vocation sociale, les collectivités... Ce souffle s'est après délité, l'économie financière prenant le dessus.

Apprendre d'hier pour agir demain

Cette irruption de mes souvenirs des maquis vient à la rencontre des crises qui s'entrelacent depuis la fin des années 70 et de la pandémie qui en est le dernier et cruel avatar. Comme pendant la guerre, notre pays connaît à côté de grandes souffrances de hauts lieux de résistance :
- Les hôpitaux où l'extrême urgence laisse peu de temps aux échanges contrairement aux maquis, mais où s'impose l'exigence de services publics plus soucieux des citoyens que des coûts financiers.
- Les expériences sociales et solidaires de lutte contre pénuries, exclusions, atteintes à l'environnement et simultanément de promotion de voies nouvelles (tiers-lieux, sociétés coopératives d'intérêt collectif, pôles de coopération, coopératives d'activité, etc.) où se forgent par l'innovation sociale une économie qui ne fonctionne plus comme avant.
Les analogies sont frappantes : de même que dans les maquis de la Libération, la lutte contre l'envahisseur était liée à une vision de la démocratie sociale (mais, il est vrai, sans souci écologique qui n'était pas encore à l'ordre du jour) ; de même les résistants d'aujourd'hui – qu'il s'agisse de médecins, soignants de tout ordre, artisans de la vie quotidienne ou citoyens-militants pour un monde plus soucieux de l'humain et de la nature – se battent à la fois contre les souffrances et pour la mue d'un système périmé.

Les crises, comme hier la guerre, ne doivent pas se dénouer par l'identique, mais faire naître l'exigence de valeurs et de pratiques profondément transformées, de modes de production, d'échanges, de gestion radicalement nouveaux. Les expériences de soins et celles d'économie solidaire en cours sont un avant-goût, une ébauche, une promesse de transformations que l'effondrement de la vie économique et sociale nous offre une possibilité de réaliser.
Ces transformations, dont la nécessité est évidente quand on voit l'impréparation des hôpitaux face au Covid-19 et plus généralement l'état des services publics, impliquent un changement de paradigme, une réorientation des activités.

Un changement de paradigme

Encore faut-il bien identifier les activités que nous avons à abandonner et celles que nous souhaitons reprendre ou substituer. Les pouvoirs publics nous disent aujourd'hui quelles activités sont considérées comme essentielles de leur point de vue économique et doivent être poursuivies malgré l'épidémie et quelles autres doivent être suspendues. Il nous faut aborder ce problème sous un angle élargi, celui de la transition écologique et solidaire, seule sortie acceptable de la crise.
Et dans cette vision, quelles productions inutiles voire nuisibles faut-il écarter ? Quelles activités doit-on développer ou créer ou relocaliser ? Quels moyens pour former à de nouvelles technologies, et plus encore à de nouveaux comportements ? Ne faut-il pas réunir les crédits et indemnités promis face à la crise en un revenu universel, permettant à chacun de s'attacher à de nouvelles formes d'activités ? Comment d'une façon plus générale opérer les transferts nécessaires pour ces profondes transformations ?

Ces questions sont difficiles. La façon dont elles sont posées par de grandes associations (Pouvoir de vivre, Labo de l'ESS, Fabrique des initiatives, Archipel pour les jours heureux, ONG, etc. dont la valeur et les perspectives sont explicitées par le second Manifeste convivialiste) est encourageante. Et les succès de l'économie sociale et solidaire sur le terrain montrent sa capacité à réaliser de grandes transformations dans ses modes de production par sa sensibilité aux besoins de proximité, par son respect de la nature, sa recherche d'équilibre, de juste prix. Mais beaucoup restent sceptiques : trop d'intérêts puissants ou de conflits personnels leur font penser que les difficultés sont insurmontables. Et une partie de l'opinion est sensible aux discours de l'extrême droite (ceux d'un Trump ou d'un Bolsonaro) qui privilégient leur clientèle économique à la santé de la nature et des humains.

Il faut donc convaincre. Et l'on peut le faire en rassemblant des initiatives remarquables mais fragmentées ; en mettant en lumière les bénéfices des solutions apportées, les coûts sociaux évités, l'avenir préservé ; en conjuguant les efforts dispersés, en nouant des liens entre les expériences, entre les territoires en France et en Europe ; en constituant progressivement à partir des ententes locales un vaste éco-système porteur de développement équitable et durable. En retrouvant enfin pour convaincre l'énergie, l'optimisme raisonné des maquis et le lien social que la Résistance a su créer. Pourquoi ne pas créer, entre tous les réseaux, un Conseil National de la Résistance qui lancerait un nouvel Appel pour des jours heureux ?

Né le 27 novembre 1922 à Paris, Claude Alphandéry est un résistant, banquier et économiste français. Ancien président du Comité Départemental de Libération de la Drôme, et Lieutenant-colonel FFI, il est président d'honneur du Labo-ESS et de France Active.